

UNE ÉTUDE



ET

VIVANT CHISS
VIVANT CHISS FROMENT-MEURICE JAGLIN AVOCATS

La réforme du droit du travail en France

Quel regard les Français portent-ils sur ces réformes ?

Cette perception est-elle proche ou éloignée de la vôtre ?

Comment anticipez-vous l'application de ces réformes au sein de vos structures ?

Le 25 janvier dernier, **HARRIS INTERACTIVE** a réalisé pour **VIVANT CHISS** (cabinet d'avocats spécialisé en droit social), dans le cadre d'un cocktail réunissant une centaine de DRH, Directeurs des affaires sociales et Dirigeants de grandes entreprises, une enquête auprès de l'ensemble des invités sur leur **vision des réformes entreprises par les ordonnances « Macron »**.

Chacun des invités a pu, en direct et *via* son smartphone, répondre à 11 questions.

Jean-Daniel Lévy, Directeur du Département Politique – Opinion a ensuite analysé et comparé les résultats avec ce que pensent les français auxquels les mêmes questions avaient été posées.

Méthodologie d'enquête



Enquête réalisée **en direct** auprès des invités au cocktail organisé par **Vivant Chiss** le 25 janvier 2018.

1. Vous avez reçu un **email** de la part d'Harris Interactive contenant un lien :
www.quicksurveys.com/s/b5D8Bxs
2. Nous vous invitons à cliquer sur ce **lien** et **répondre à l'enquête**.
3. Les **résultats** vous seront présentés dans quelques minutes.

Vos réponses seront-elles proches ou éloignées de celles recueillies auprès d'un **échantillon représentatif de Français** ?

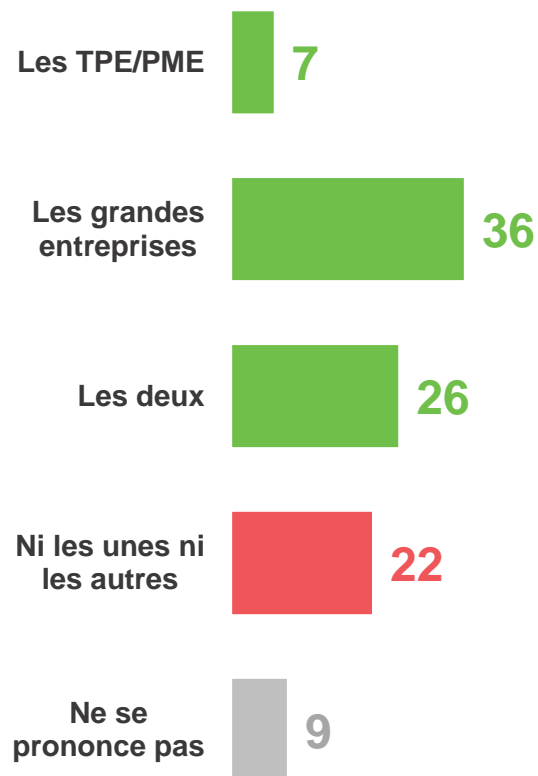
**Votre perception de la
réforme du droit du travail
est-elle proche de celle de la
moyenne des Français ?**



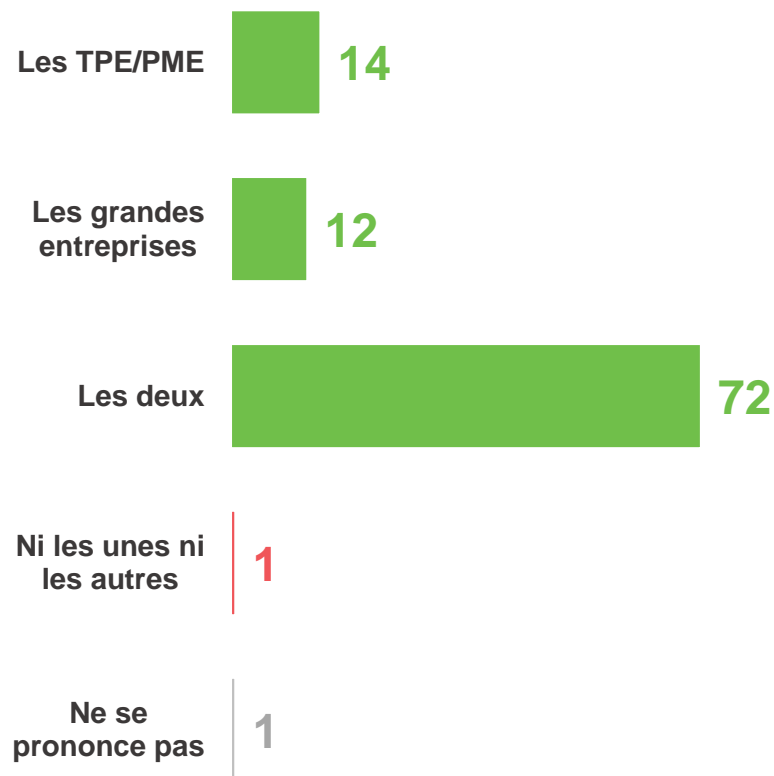
A qui bénéficieront les ordonnances relatives à la réforme du marché du travail ?

Selon vous, les ordonnances relatives à la réforme du marché du travail vont-elles avant tout favoriser les TPE/PME ou les grandes entreprises ?

Selon le Grand public :

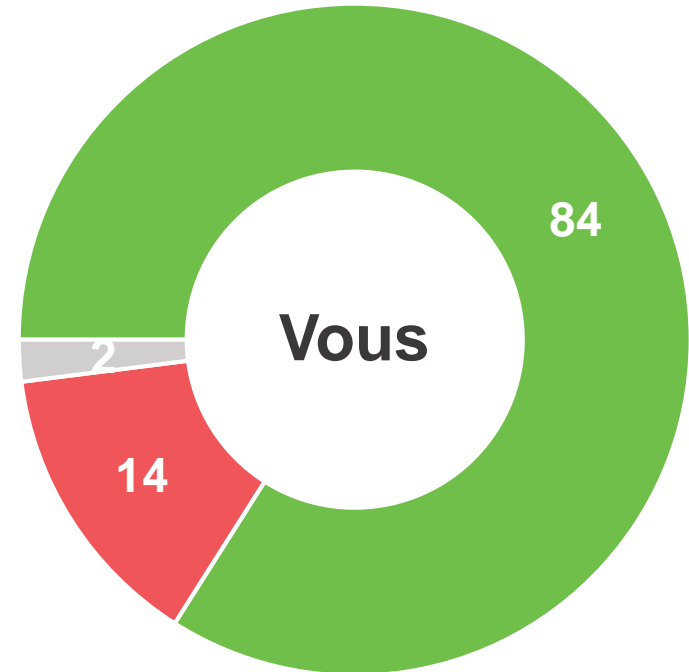
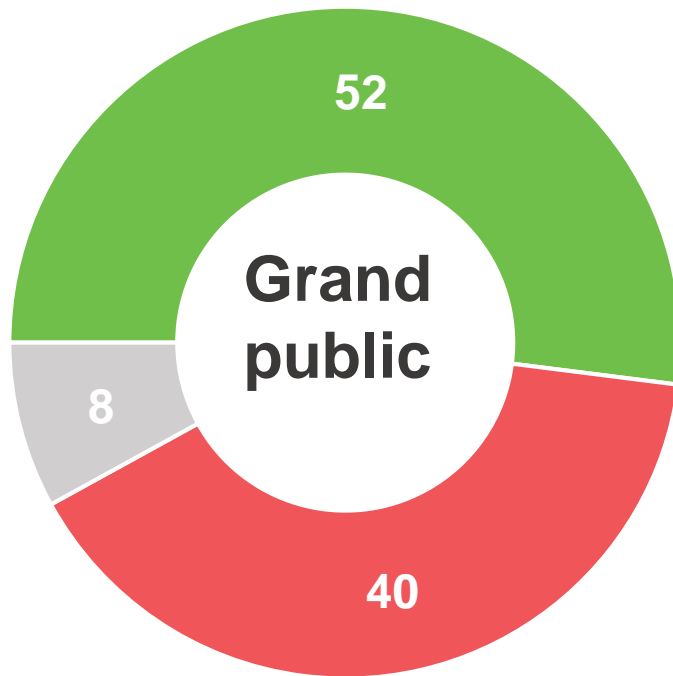


Selon vous :



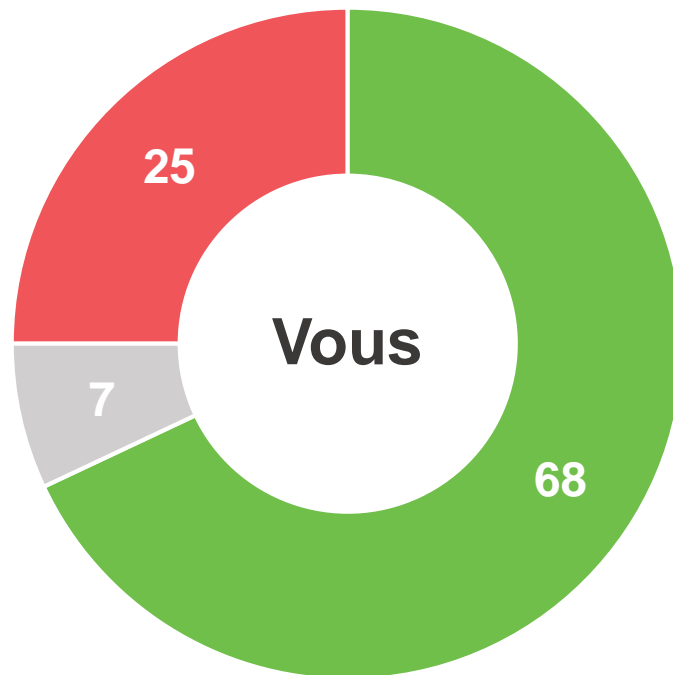
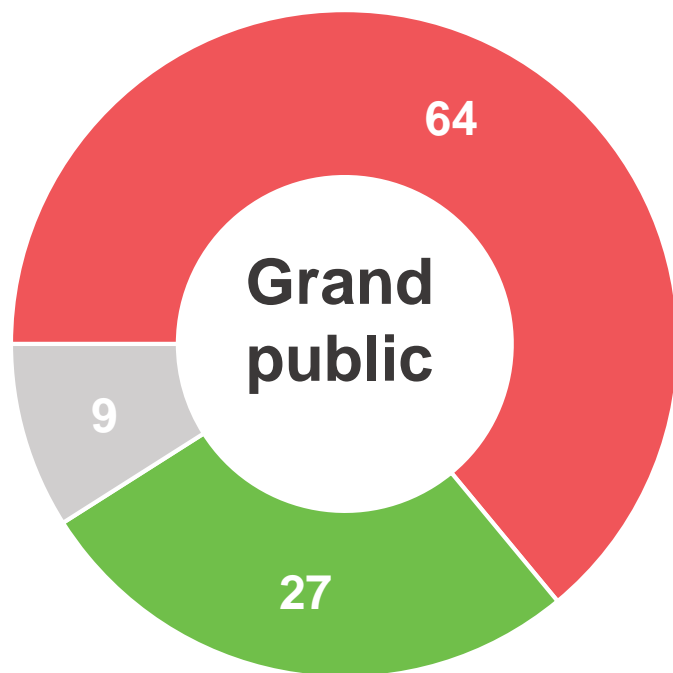
Une meilleure visibilité des employeurs sur le coût d'une rupture du contrat de travail grâce à la révision des barèmes prud'homaux ?

Les réformes du début du quinquennat d'Emmanuel Macron ont mis en place une révision des barèmes prud'homaux fixant les indemnités en cas de licenciement abusif. Estimez-vous que cette révision permet ou non une meilleure visibilité des employeurs, lors de l'embauche, sur le coût d'une rupture future du contrat de travail ?



Quel effet des réformes sur la négociation collective ?

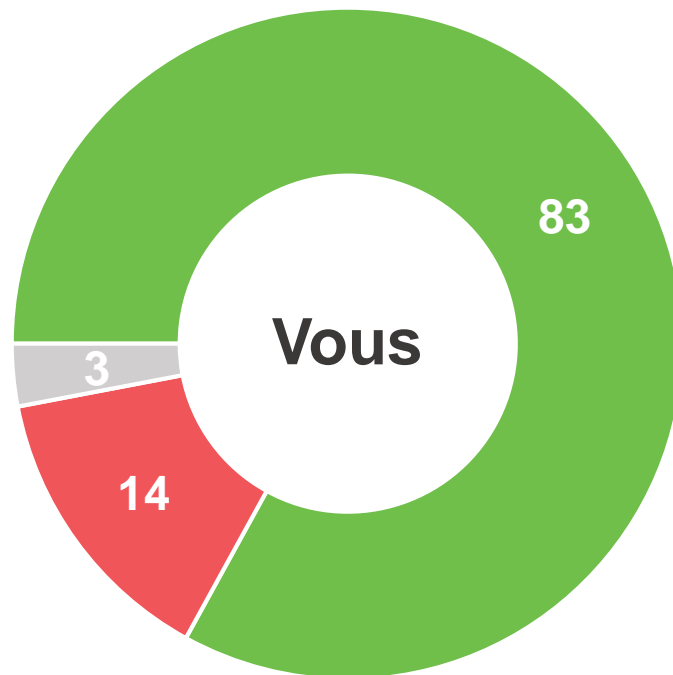
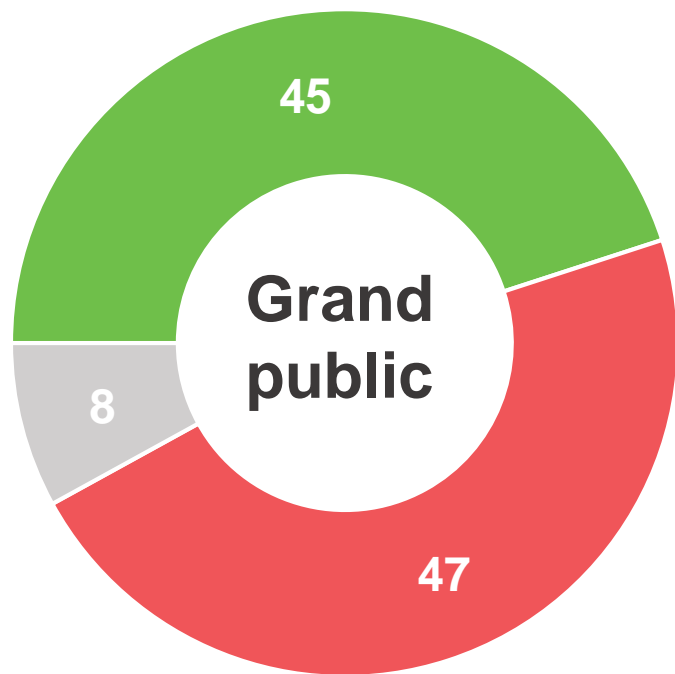
Estimez-vous que la négociation collective sera plutôt affaiblie ou plutôt renforcée par les différentes réformes mises en œuvre au début du quinquennat d'Emmanuel Macron ?



- Plutôt affaiblie
- Plutôt renforcée
- Ne se prononce pas

Quelle perception du dispositif de « rupture conventionnelle collective » ?

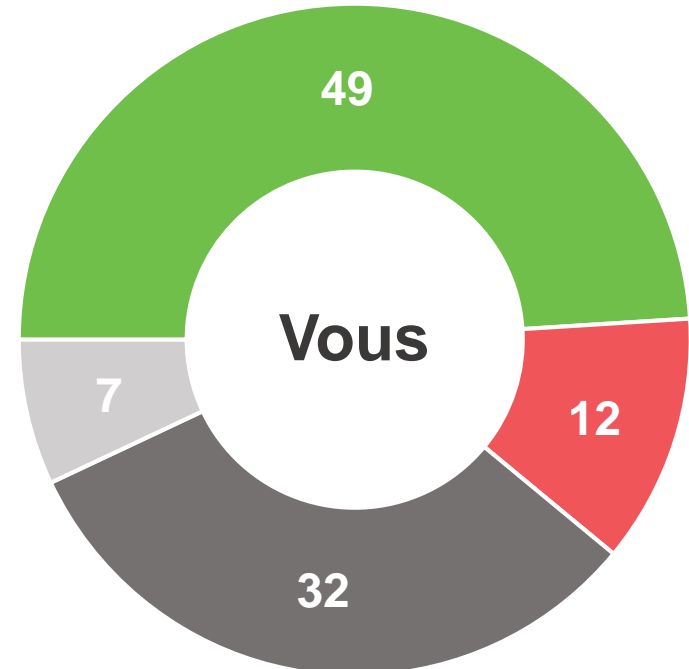
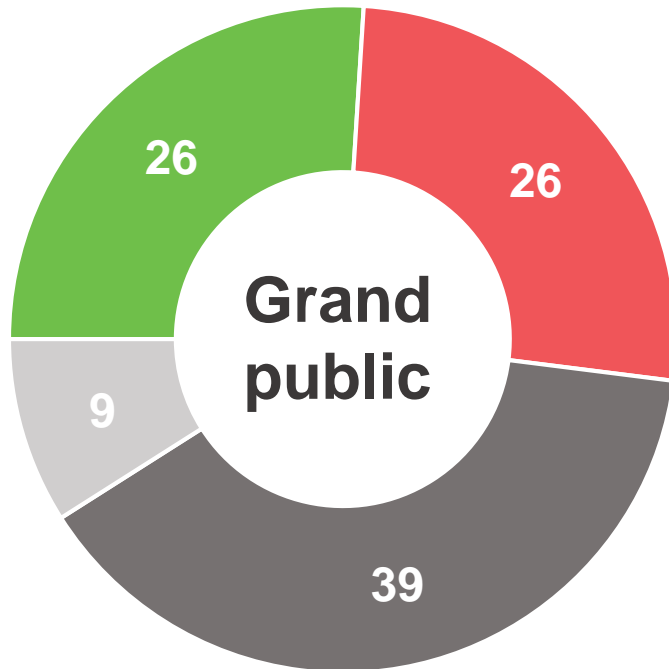
Estimez-vous que le nouveau dispositif de « rupture conventionnelle collective », permettant de prévoir, par accord collectif, la rupture du contrat de travail des salariés volontaires au départ, hors de toute considération de nature économique, est plutôt une bonne chose ou plutôt une mauvaise chose ?



- Plutôt une bonne chose
- Plutôt une mauvaise chose
- Ne se prononce pas

Quel effet de la mise en place du Comité Social et Economique sur la participation des salariés aux projets portés par l'entreprise ?

Et estimez-vous que la mise en place d'un organe unique (CSE) de représentation du personnel favorisera ou pas la participation des salariés à la conduite, par l'employeur, de ses projets pour l'entreprise ?



- Favorisera
- Ne favorisera pas
- Ni l'un ni l'autre
- Ne se prononce pas

**Comment anticipez-vous
l'application de ces réformes
au sein de vos structures ?**

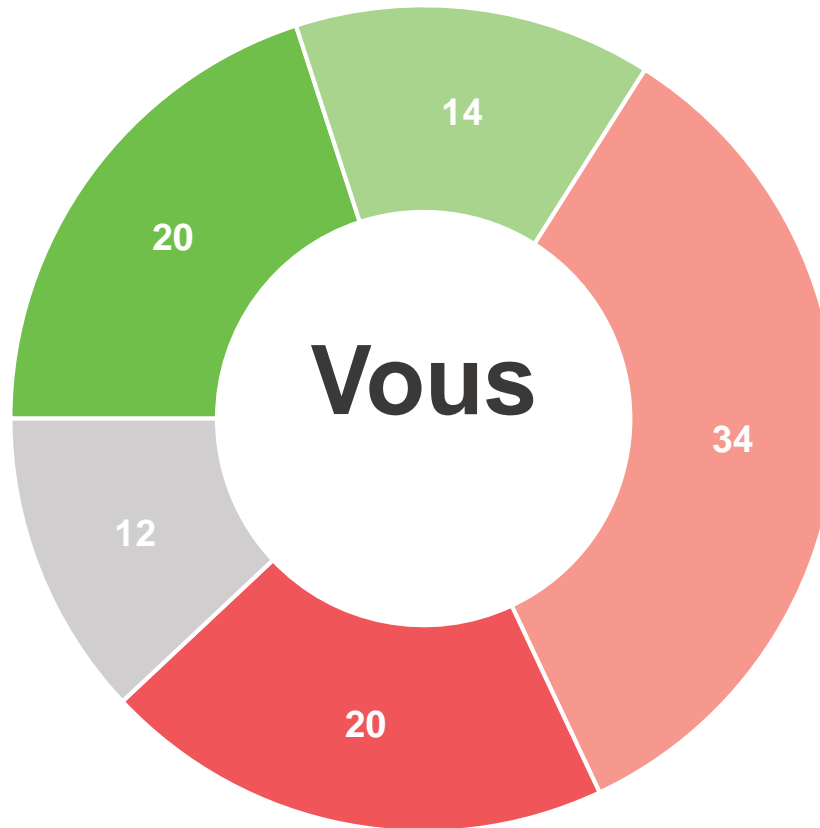


Possibilité d'une mise en place d'un Conseil d'entreprise dans votre structure ?

Les entreprises peuvent mettre en place par accord majoritaire un « conseil d'entreprise » (forme la plus aboutie de la fusion des instances regroupant les fonctions de délégués syndicaux, délégués du personnel, comité d'entreprise, comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail CHSCT) en lieu et place du « Comité Social et Economique », CSE. Pensez-vous que cette possibilité sera mise en place au sein de votre entreprise ?

Oui : 34%

Non : 54%



■ Oui, certainement
■ Non, certainement pas

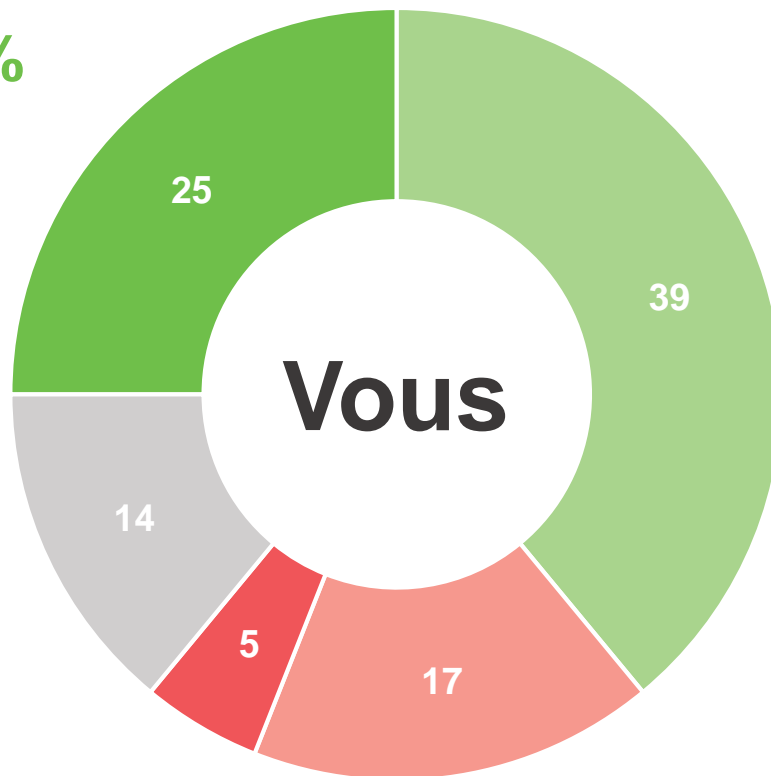
■ Oui, probablement
■ Ne se prononce pas

■ Non, probablement pas

Un effet de la limitation du nombre de mandats sur le paysage syndical de votre structure ?

Selon vous, la limitation du nombre de mandats aura-t-elle une réelle incidence sur le paysage syndical dans votre entreprise ?

Oui : 64%



Non : 22%

■ Oui, certainement

■ Oui, probablement

■ Non, probablement pas

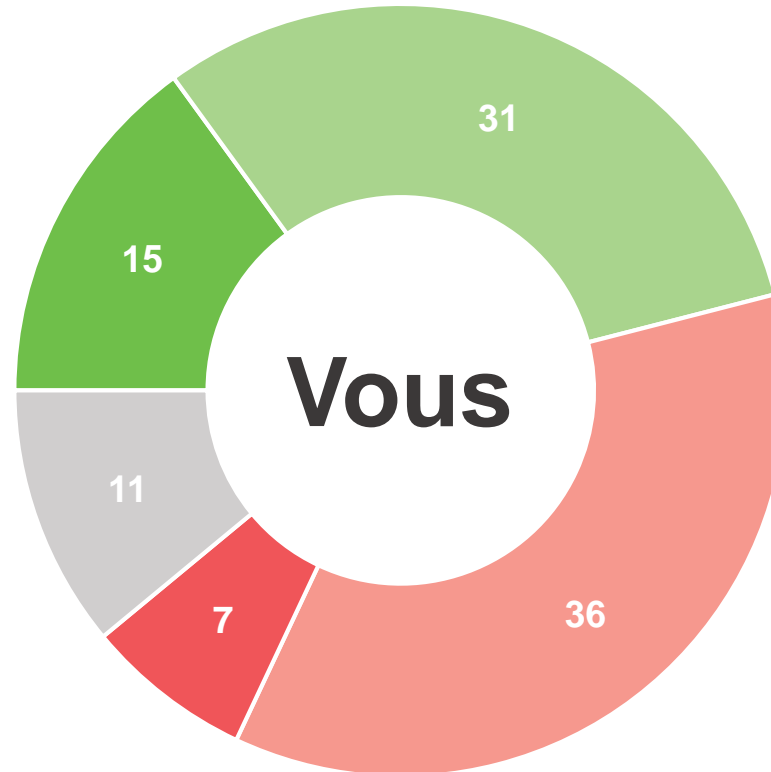
■ Non, certainement pas

■ Ne se prononce pas

Une meilleure négociation au sein de votre structure grâce à l'extension du recours au référendum ?

L'extension du recours au référendum va-t-elle selon vous favoriser la négociation dans votre entreprise ?

Oui : 46%



Non : 43%

■ Oui, certainement

■ Oui, probablement

■ Non, probablement pas

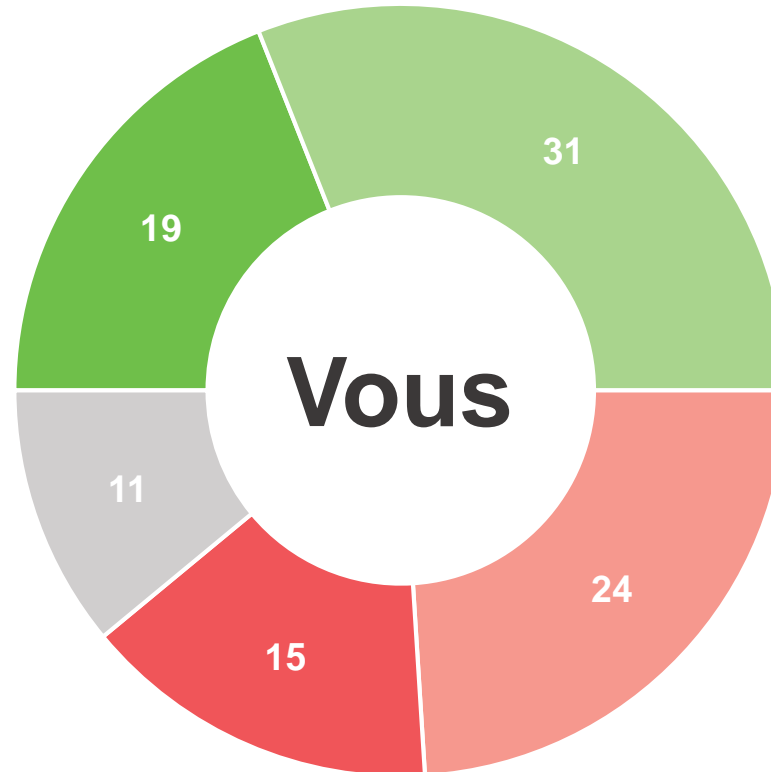
■ Non, certainement pas

■ Ne se prononce pas

Recours aux modèles-types mis à disposition pour procéder à des licenciements ?

Pensez-vous utiliser les modèles-types (CERFA) proposés par le gouvernement pour procéder à des licenciements ?

Oui : 50%



Non : 39%

■ Oui, certainement

■ Oui, probablement

■ Non, probablement pas

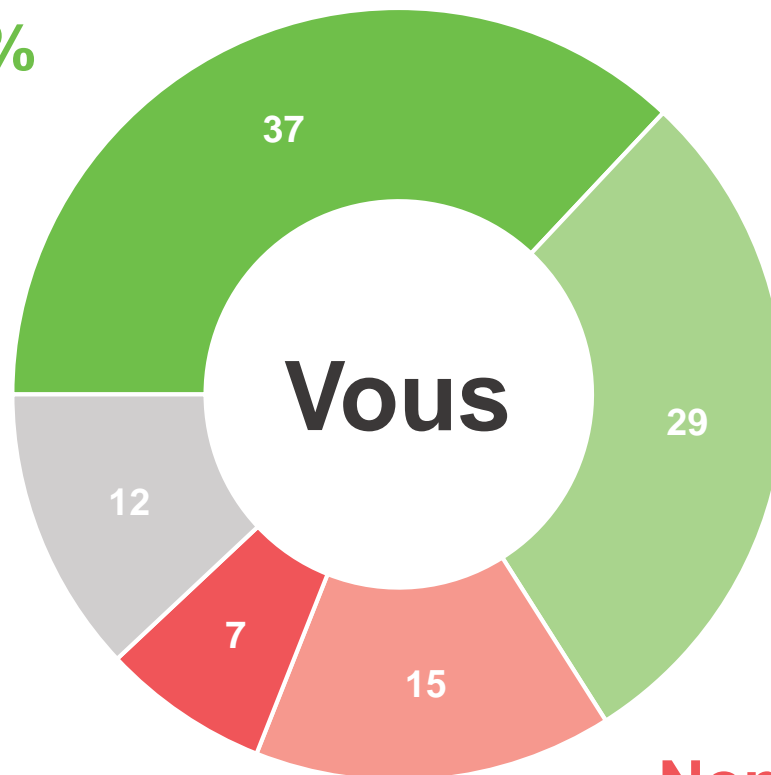
■ Non, certainement pas

■ Ne se prononce pas

Vers une facilitation du recours au télétravail ?

Les nouvelles règles sur le télétravail vont-elles faciliter le recours à cette organisation du travail dans votre entreprise ?

Oui : 66%



Non : 22%

■ Oui, certainement

■ Oui, probablement

■ Non, probablement pas

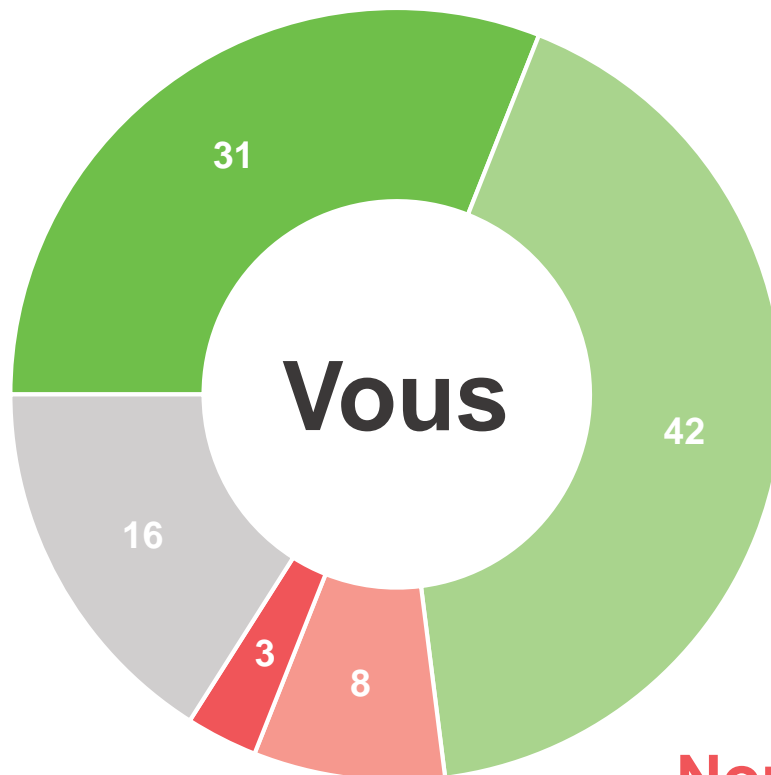
■ Non, certainement pas

■ Ne se prononce pas

Et un souhait de favoriser ce nouveau type de travail ?

Et allez-vous développer le télétravail dans votre entreprise ?

Oui : 73%



Non : 11%

■ Oui, certainement

■ Oui, probablement

■ Non, probablement pas

■ Non, certainement pas

■ Ne se prononce pas



Jean-Daniel Lévy – Directeur du Département Politique & Opinion - 01 44 87 60 30 - jdlevy@harrisinteractive.fr

Vivant Chiss – 5, avenue Pierre 1^{er} de Serbie – 75116 Paris – 01 56 89 92 22 – www.vivantchiss.com

ahead of what's next